

Appartenances, frontières et déplacements : faire et défaire des quartiers à Lisbonne

Belonging, Borders, and Displacement: Making and Unmaking Neighborhoods in Lisbon

Graça Índias CORDEIRO
Professeure Associé Habilité (*Agregação*)
Departamento de Métodos de Pesquisa Social
Centro de Investigação e Estudos em Sociologia (CIES-Iscte)
Iscte-Instituto Universitário de Lisboa
Av. Das Forças Armadas, 1649-026 Lisboa
Lisboa, Portugal
graca.cordeiro@iscte-iul.pt

Patrícia PEREIRA
Chercheuse
Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais (CICS.NOVA.IPLeiria)
Instituto Politécnico de Leiria, ESECS
Rua Dr. João Soares, 2411-901 Leiria
Leiria, Portugal
ana.f.pereira@ipleiria.pt

Rita Ávila CACHADO
Chercheuse
Centro de Investigação e Estudos em Sociologia (CIES-Iscte)
Iscte-Instituto Universitário de Lisboa
Av. Das Forças Armadas, 1649-026 Lisboa
Lisboa, Portugal
rita.cachado@iscte-iul.pt

Contact principal: Graça Índias Cordeiro graca.cordeiro@iscte-iul.pt

Résumé

Cet article interroge les processus de production matérielle et symbolique du lieu urbain à Lisbonne à travers l'analyse de trois quartiers : Bica, Quinta da Vitória et Parque das Nações. S'appuyant sur trois recherches ethnographiques réalisées entre les années 1990 et 2010, les autrices mobilisent les concepts d'appartenance, de frontière et de déplacement pour explorer la dynamique du « faire lieu ». Notre approche met en lumière la manière dont les lieux se constituent à l'intersection de pratiques sociales locales (fêtes, voisinage, associations), de structures urbaines (morphologie, aménagement, politiques publiques) et de trajectoires historiques (patrimonialisation, gentrification, expulsions). Chaque quartier étudié incarne une figure urbaine spécifique : quartier populaire ancien (Bica), quartier précaire démoli (Quinta da Vitória), et quartier planifié élitiste (Parque das Nações). L'analyse montre que ces lieux urbains sont le résultat de processus conflictuels de construction et de reconstruction, inscrits dans des luttes territoriales et des imaginaires collectifs. L'espace urbain apparaît alors comme un territoire vécu, une mémoire habitée et une scène de négociation identitaire. L'article invite à repenser les transformations urbaines contemporaines à partir des échelles micro du quotidien et des modalités d'appropriation, de résistance et de déplacement des habitants.

Mots-clés

lieu ; mémoire ; quartier ; Lisbonne ; ethnographie urbaine

Abstract

This article explores the symbolic and material production of urban place through a comparative analysis of three Lisbon neighbourhoods: Bica, Quinta da Vitória and Parque das Nações. Drawing on three ethnographic studies conducted between the 1990s and 2010s, the authors use the concepts of belonging, boundary, and displacement to investigate how urban places are made and unmade. The longitudinal and multi-scalar approach highlights how place emerges from the interplay between local practices (festivities, neighbourliness, associations), urban form (architecture, location, planning) and historical processes (heritage-making, gentrification, eviction). Each neighbourhood represents a distinct urban configuration: a historic working-class quarter (Bica), a now-demolished informal settlement (Quinta da Vitória), and a planned upper-class district

(Parque das Nações). The article argues that urban places are not given, but produced through contestation, memory, and symbolic negotiation. Urban space is experienced as territory, as collective memory, and as a stage for identity-making. This contribution thus calls for a critical reconsideration of contemporary urban transformations by focusing on the micro-politics of everyday life and the spatial practices of appropriation, resistance, and displacement.

Keywords

place; memory; neighbourhood, Lisbon, urban ethnography

Resumo

Este artigo analisa os processos de produção simbólica e material do lugar urbano em três bairros de Lisboa: Bica, Quinta da Vitória e Parque das Nações. Com base em três investigações etnográficas desenvolvidas entre os anos 1990 e 2010, os autores exploram os conceitos de pertença, fronteira e deslocamento como eixos analíticos para compreender as dinâmicas de “fazer lugar” na cidade contemporânea. Através de uma abordagem longitudinal e comparativa, o texto revela como a construção do lugar resulta da articulação entre práticas locais (festas, vizinhança, associações), estruturas urbanas (morfologia, localização, políticas públicas) e processos históricos (patrimonialização, gentrificação, expulsões). Cada bairro estudado representa um tipo distinto de fragmento urbano: um bairro popular histórico (Bica), um bairro precário já desaparecido (Quinta da Vitória) e um bairro planeado e elitizado (Parque das Nações). A análise demonstra que os lugares urbanos não são dados, mas construídos, desconstruídos e reconstruídos através de lutas sociais e disputas simbólicas. Neste processo, o espaço urbano é vivido simultaneamente como território, memória e cena de negociação identitária. O artigo propõe, assim, uma reflexão crítica sobre as transformações contemporâneas da cidade, centrando-se nas micro-escalas da vida urbana e nos modos de apropriação, resistência e deslocamento dos seus habitantes.

Palavras chave

Lugar; memória, Bairro, Lisboa etnografia urbana

Appartenances, Frontières et Déplacements : Faire et Défaire des Quartiers à Lisbonne

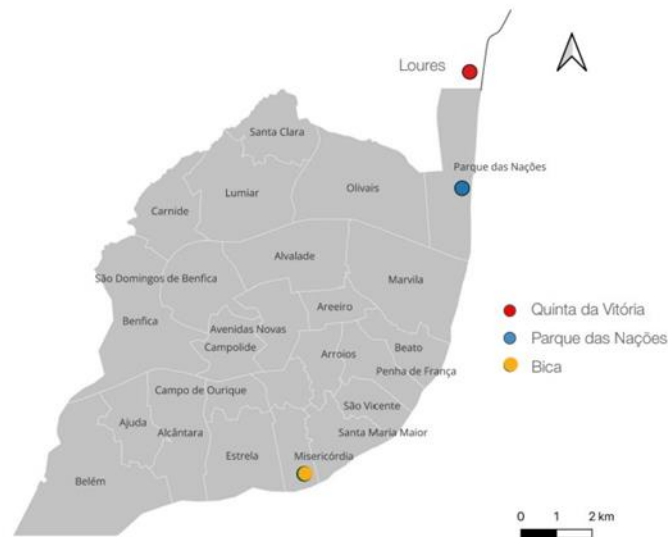
Introduction : Ethnographies croisées de trois territoires urbains

À Lisbonne, les quartiers constituent des unités socio-spatiales problématiques en elles-mêmes : fragments aux dimensions et configurations variables, porteurs d'histoires singulières et entretenant des relations incertaines avec les différentes échelles d'organisation administrative et juridique de la ville et de sa métropole. Ils sont « des lieux à chercher, identifier, interroger, questionner. » (Cordeiro et Costa, 1999 : p. 60), des espaces urbains hétérogènes, au statut ambigu constituant à la fois l'infrastructure matérielle et l'imaginaire collectif d'une ville comme la capitale portugaise. Cet imaginaire convoque tout d'abord les quartiers désignés comme historiques et populaires, « typiques », comme des territoires qui symbolisent, dans leur modestie, cette vieille ville et s'associent symbiotiquement aux traits distinctifs de son urbanité particulière marquée par sa situation riveraine baignée par le Tage, une topographie accidentée évoquant les mythiques 7 collines, décorée en juin pour les fêtes de Saint Antoine, chantée par le *fado*, représentée par ses ruelles sinueuses animées et colorées. Ces éléments ont participé à un processus complexe de patrimonialisation du populaire urbain qui, aujourd'hui, se trouve instrumentalisé dans la promotion touristique de la « ville traditionnelle ». Les anciens quartiers centraux, Alfama, Madragoa, Castelo, Mouraria, Bica et Bairro Alto, attirent ainsi des visiteurs en quête d'un imaginaire urbain que la touristification et la gentrification ont progressivement absorbé.

Au-delà de ces quartiers populaires institutionnalisés tout au long du XXe siècle, Lisbonne comprend d'autres configurations territoriales, parmi lesquelles nous avons retenu deux figures contrastées. D'une part, des quartiers précaires situés en périphérie, caractérisés par l'urbanisation « spontanée » et la précarité temporelle, aux marges d'une ville ayant accueilli de manière informelle les populations immigrantes issues des anciennes colonies du Sud Global. D'autre part, des quartiers planifiés résultant de projets de rénovation urbaine, conçus pour attirer les classes moyennes-supérieures.

Dans cet article, nous proposons une réflexion croisée¹ sur trois quartiers de Lisbonne qui représentent les configurations susmentionnées, étudiés en trois moments différents depuis les années 1990, par chacune de nous. Bica, un ancien quartier populaire central, étudié en 1990-94, par Graça Índias Cordeiro ; Quinta da Vitória, un bidonville de la périphérie, disparu en 2014 et étudié en 2004-08 par Rita Ávila Cachado ; et Parque das Nações, un nouvel ensemble résidentiel privilégié issu de la rénovation d'une zone portuaire à l'occasion d'un grand événement, étudié en 2009-2012 par Patrícia Pereira (figure 1).

Figure 1: Carte de la ville de Lisbonne présentant les divisions administratives actuelles (freguesias) ainsi que la municipalité limitrophe de Loures, et indiquant la localisation des trois quartiers étudiés.



Source: Ana Estevens

¹ Il convient de préciser que l'introduction et la conclusion résultent d'une démarche d'écriture collaborative, tandis que les sections consacrées à chaque quartier relèvent d'une écriture individuelle, bien qu'issue d'une réflexion collective préalable, suscitée par l'élaboration du présent article.

C'est à partir de nos propres thèses de doctorat en anthropologie et sociologie urbaines, publiées en livres (Cordeiro, 1997 ; Cachado, 2012 ; Pereira, 2018), que nous analysons critiqueusement le processus de « faire lieu » à partir du point de vue ethnographique et de trois concepts fondamentaux : appartenance, frontière et déplacement.

Nous définissons le sentiment d'appartenance au quartier comme un processus relationnel et temporel ancré dans des pratiques socio-spatiales quotidiennes, articulant espace public et privé. Ce processus s'inscrit dans une dialectique entre enracinement et projection (Yuval-Davis, 2006), et opère par l'intermédiaire de réseaux sociaux, de pratiques performatives (Massey, 2005) et d'attachements affectifs (Antonsich, 2010). L'appartenance est ainsi envisagée comme une dynamique intersectionnelle, susceptible de renforcer la cohésion interne tout en exprimant des formes de reconnaissance externe et de revendication politique.

Ainsi, la frontière, ligne instable, visible ou invisible, qui structure les interactions sociales, les exclusions et les résistances, révèle des mécanismes de différenciation spatiale et sociale (Fontaine 2023). Qu'elles soient physiques, administratives, sociales ou symboliques, les frontières sont des éléments clés pour comprendre les dynamiques urbaines. Simultanément, elles montrent les formes à travers lesquelles les habitants négocient, transgressent et redéfinissent ces mêmes frontières dans leur quotidien, que ce soit dans leurs pratiques spatiales les plus basiques ou dans l'exercice plus large de leurs droits de citoyenneté (Agier, 1999). Ces dynamiques s'insèrent dans une vision de la frontière comme dispositif relationnel (Balibar, 2004), fluide et stratifié, qui structure les expériences de la ville et les formes de participation urbaine (Mezzadra & Neilson, 2013).

Et enfin, nous mobilisons le concept de déplacement, processus d'éviction matérielle, sociale et symbolique reflétant les logiques de gentrification et de renouvellement urbain qui reconfigurent depuis des décennies les territoires métropolitains, mais aussi les logiques d'éradication de quartiers précaires qui perpétue, sous des formes renouvelées, la violence symbolique de l'urbanisme colonial. Le déplacement constitue l'un des principaux obstacles au « droit à la ville », renvoyant au droit à l'appropriation et à la participation dans les décisions qui produisent l'espace urbain (Lefebvre, 1968).

Dans les débats urbains contemporains sur le déplacement, l'accent est mis sur les formes renouvelées de précarisation résidentielle et sur la financiarisation du logement.

Plus qu'un événement unique, il s'agit d'un processus graduel opérant à travers multiples mécanismes et pressions affectant la capacité des résidents à demeurer dans le lieu. Cette conceptualisation englobe les forces structurelles (développement immobilier, politiques urbaines) et les cadrages discursifs légitimant et les expériences vécues des résidents expulsés, mais aussi de ceux qui restent dans des lieux désormais transformés. Cette approche rejoint la notion de *displacement in place* (Slater, 2009), qui désigne les formes de déplacement symbolique et subjectif liées à la perte de centralité et d'accessibilité dans les territoires gentrifiés.

Soederberg (2020) propose une conceptualisation du déplacement qui dépasse largement l'expulsion au sens strict pour l'inscrire dans une condition structurelle façonnée par les dynamiques du capitalisme global. Le déplacement y apparaît comme un processus continu de « survie déplacée », caractérisé par des cycles d'endettement, de loyers impayés, d'expulsions formelles ou informelles et, dans certains cas, de sans-abrisme — autant de mécanismes qui, loin d'être exceptionnels, constituent la manière ordinaire par laquelle les ménages à faibles revenus tentent de se maintenir dans la ville.

Les recherches ethnographiques menées dans ces territoires – un vieux « quartier-village » idéalisé, un « quartier sensible » aux marges de la ville (Authier et al. 2007: 19) et un « nouveau quartier » de classe moyenne – articulent finement les dynamiques microsociales, liées aux pratiques habitantes, et macrosociales, relevant des politiques urbaines et des transformations structurelles de la ville. Loin de s'en tenir à une lecture des quartiers comme unités closes d'observation ethnographique, ces enquêtes intègrent la ville contemporaine comme un espace relationnel, produit par des interactions plurielles, à la fois matérielles, symboliques et politiques. Elles révèlent ainsi des formes d'urbanité quotidienne, souvent intangibles, mais essentielles à la compréhension des lieux contemporains, comme construction sociale et symbolique (Nora, 1997), notamment en ce qui concerne le rapport complexe entre espace, mémoire et communauté.

C'est à la lumière de ce cadre conceptuel que nous avons revisité analytiquement nos études de cas, montrant comment les processus d'appartenance, de construction de frontières et de déplacement se sont déployés concrètement dans chacun des quartiers.

Bica qui se fait et se défait : Le quartier « populaire » comme performance

Cette nuit-là, la Bica était calme, illuminée, dans l'attente. Il était une heure du matin, le 30 juin, au lendemain d'un mois marqué par les « arraiais »². À l'angle des Escadinhas et du Beco, là où se trouve le siège du Marítimo, l'ambiance était silencieuse et très tendue. Quelques habitants circulaient en peignoir et en pantoufles, des radios à piles collées à l'oreille ; adossés aux portes de leurs immeubles, des groupes de voisins parlaient nerveusement. Personne ne dormait à la Bica. Une radio était en équilibre à la fenêtre du Marítimo pour que tous puissent entendre. Une jeune femme servait des boissons. Le directeur de la marche était extrêmement nerveux, souffrait, n'arrivait pas à croire que la Bica puisse gagner...

...tout à coup, deux adolescents arrivèrent en courant, haletants, grimpant les Escadinhas en criant : « Bica a gagné! ». L'euphorie éclate, c'est une explosion de joie, de larmes, une véritable hystérie collective. Les petites rues étroites de la Bica se remplissent, tout le monde s'embrasse, se serre dans les bras, crie et pleure, dans une communion et une émotion collective véritablement indescriptibles. Des bouteilles passent de main en main, on improvise aussitôt une fête, certains vont s'occuper du churrasco, d'autres servent à boire ; tout le monde est trempé – d'émotion, de sueur, de larmes, de la joie qui coule le long de la Bica... Le Beco se remplit de plus en plus, à l'angle en face du Marítimo on ne peut plus bouger, et la Bica devient de plus en plus petite, comme un ballon sur le point d'éclater. Tout le monde saute et de temps en temps, un soliste lance un cri aigu qui monte dans les airs : « A Bica é liiiinda !! » Les musiciens montent sur les tables installées dans le arraial du Beco et jouent les marchas, accompagnés de tous ceux qui chantent. Soudain, un cordon humain commence à se former, en file indienne, partant de l'épicentre de la fête, près du siège du Marítimo, pour faire le tour du quartier, suivi par une foule nombreuse. Toute la nuit, la Bica fut en fête.

(Extrait du journal de terrain, G. I. Cordeiro, 30 juin 1992)

La représentation du « quartier populaire », forgée et fixée dans l'imaginaire urbain portugais pendant le régime autoritaire de l'Estado Novo (1933-1974), continue encore aujourd'hui à occuper une place centrale dans les récits identitaires de la ville de Lisbonne.

² Arraial (singulaire) : Fête de rue, avec décoration, illuminations, musique, nourriture et boissons.

Elle est indissociable d'une vision de la « ville traditionnelle », perçue comme un agrégat de petits « quartiers-communautés ». Lisbonne s'est ainsi construite, au long du XXe siècle, comme le microcosme urbain d'un pays fortement rural, intégrant un ensemble limité de quartiers anciens, majoritairement situés dans le centre-ville, qui ont été l'objet d'un processus complexe de patrimonialisation et de touristification du « populaire urbain lisboète », dans le cadre plus large d'une mémorialisation de l'urbain populaire, concentrée sur certains espaces élus comme « typiques ».

Les fêtes des « Santos Populares » (Saint Antoine, Saint Jean et Saint Pierre) ont constitué l'un des éléments-clés de la mise en scène de ces quartiers. Elles ont contribué à fixer leurs désignations ainsi que leurs référents symboliques, marquant leur territorialité et leur tissu associatif local. Ces fêtes représentent un vaste espace de négociation — mais aussi d'imposition — entre les gouvernants (qui financent la fête) et les habitants (qui la réalisent), autour d'une image globale de la ville, visible à la fois dans les politiques publiques et, de plus en plus, dans les pratiques touristiques. La fête populaire se constitue ainsi comme un espace de médiation entre le pouvoir municipal et le « peuple de la ville », à travers un processus permanent de négociation politique, économique, technique, idéologique et culturel, impliquant divers secteurs de la population citadine, tant au niveau institutionnel (presse locale, pouvoirs municipaux, associations, forces économiques) comme informel (réseaux sociaux, rencontres, situations), dans des lignes de communication transversales.

Le concours des Marchas dos Bairros Populares (Marches des Quartiers Populaires) constitue l'un des piliers de ces « fêtes populaires » (depuis les années 1930), qui se déroulent chaque mois de juin, presque sans interruption, depuis cette période. Ce concours rassemble une vingtaine de marches, chacune représentant un quartier, et comprend deux performances : un défilé collectif sur l'avenue la plus prestigieuse de la capitale, l'Avenida da Liberdade, la veille de la fête de Saint Antoine (13 juin), et une présentation dans une grande salle de spectacles, durant les festivités. (figure 2).

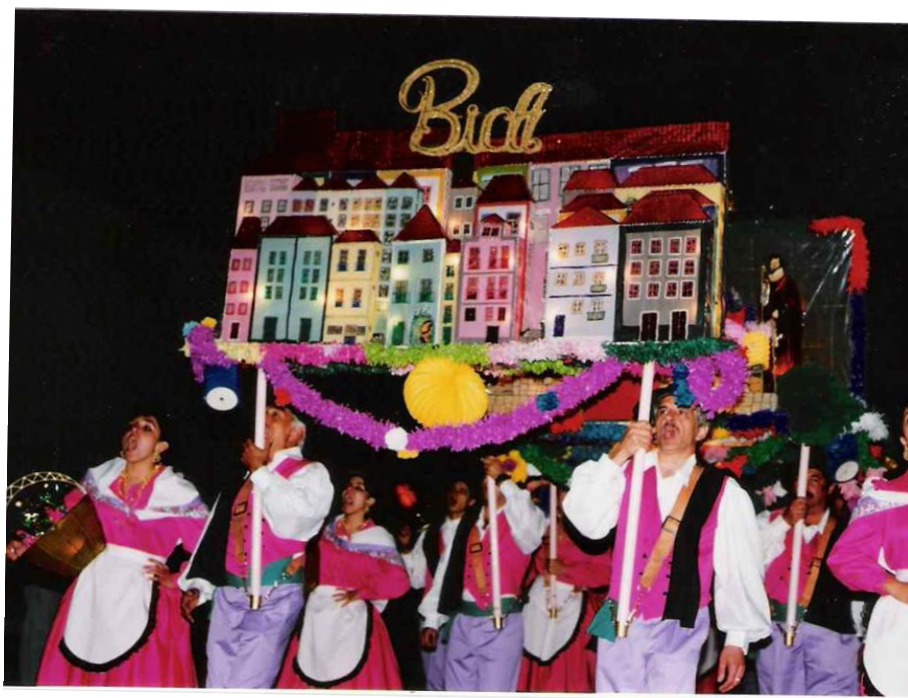
Figure 2: Exhibition de la *Marcha da Bica*, gymnase Carlos Lopes, Juin 1991



Source: Graça Índias Cordeiro

Le récit qui ouvre cette partie de l'article, retirée de mon carnet de terrain dans le cadre d'une ethnographie de ce petit quartier, évoque précisément le moment où la *Marcha da Bica* remporte le premier prix du concours de 1992 (figure 3). Ce moment de joie, mieux que tout discours, révèle la manière dont un lieu urbain se construit et se reconstruit à travers la performance collective, la mobilisation sociale et l'ancrage symbolique – un lieu enclavé sur une pente entre l'Alto de Santa Catarina et l'Alto das Chagas, et qui, malgré sa situation centrale et riveraine, est resté invisible dans la mémoire officielle de la ville pendant des décennies.

Figure 3: Répétition générale de la *Marcha da Bica*, 1992



Source: Graça Índias Cordeiro

Cependant, à partir de 1952, avec l'entrée de sa marche dans le concours annuel organisé par la Mairie de Lisbonne, ce lieu est devenu l'un des plus évocateurs de l'idée de quartier « typique » lisboète. Sa trame urbaine, dense et labyrinthique et sa population de faibles ressources formaient un cadre propice à la visibilité des réseaux de voisinage et à l'intensification des sentiments d'appartenance territoriale.

L'invisibilité de la Bica a été surmontée par un processus interne de mobilisation symbolique et d'affirmation collective, porté notamment par l'action de l'association locale, le Marítimo Lisboa Clube, issue d'une équipe de football de quartier devenue l'interlocutrice privilégiée de la mairie de Lisbonne. Le Marítimo coordonne la Marche et l'Arraial de la Bica, dès 1952 à ce jour, contribuant à la projection publique du quartier.

La Bica a construit sa typicité par la créativité de ses habitants et une volonté affirmée de faire quartier, dans une dynamique continue d'invention et de projection culturelle, à l'opposé de quartiers comme Alfama, dont la renommée repose sur des récits historiques (Cordeiro, 1997). Ce quartier, structuré autour d'un long escalier en pente raide, illustre comment se fabrique un lieu urbain à partir d'un sentiment d'appartenance performatif, processuel et émotionnel. La permanence des habitants historiques y prend la

forme d'une appartenance enracinée dans une mémoire culturelle, réactivée par les usages du quotidien. L'espace semi-public – escaliers, ruelles – était autant habité que l'intérieur des maisons, support d'une sociabilité dense. La vie s'organisait dans la rue : on y cuisinait, discutait, jouait, débattait. L'attachement au lieu se nourrissait de cette proximité physique et d'une forte participation aux collectifs locaux, comme le Marítimo Lisboa Clube (voir Antonsich, 2010).

Ces pratiques conféraient à la Bica le caractère d'« unité micro-symbolique », où se déroulait l'affirmation d'un quartier « typique », capable de représenter la ville de Lisbonne. La marche populaire et le *arraial* n'étaient pas de simples événements festifs, mais des dispositifs rituels qui organisaient le temps et l'espace du quartier, définissant sa territorialité et projetant son image à l'extérieur. La marche symbolisait l'inscription du quartier dans le récit de la ville tandis que le *arraial* délimitait et soulignait le centre vital du quartier : le *Beco* et les *Escadinhas*. (figure 4)

Figure 4 – Calçada da Bica Grande ou *Escadinhas*, juin 1992



Source : Graça Índias Cordeiro

C'est ici que le concept de frontière devient opérationnel. Les frontières de la Bica sont à la fois concrètes et symboliques, visibles et invisibles, locales et métropolitaines. Délimitées par des éléments topographiques (pentes, escaliers), mais aussi par des pratiques culturelles et des réseaux sociaux, ces frontières définissent qui appartient et qui est « de l'extérieur ». Ces frontières sont mobiles, négociées et disputées, ce qui nous ramène à la notion de « frontières élastiques » (Cordeiro, 1997): des marges qui s'adaptent, résistent ou cèdent selon les pressions extérieures et internes. Le quartier s'étendait symboliquement pendant le mois de juin, et se contractait pour se protéger des risques d'exposition publique et de touristification le reste de l'année.

La tension entre appartenance et frontière devient encore plus aiguë lorsqu'on observe les processus de déplacement qui traversent le quartier ces dernières décennies. Depuis les années 2010, Lisbonne connaît une vague de reconfiguration urbaine marquée par le tourisme de masse, la financiarisation de l'immobilier et la gentrification des quartiers historiques. Dans le quartier de la Bica, ce processus s'est traduit par l'expulsion d'anciens habitants, la transformation des logements en hébergements touristiques et la disparition des réseaux de sociabilité, comme l'indique Urpi Montoya Uriarte dans son ethnographie de 2017 portant sur un patio du quartier (2019 : 193-240). La « ville de voisinage », marquée par la proximité affective et la mémoire partagée, cède la place à une « ville-vitrine », où le passé est esthétisé et consommé. Le cas de l'expulsion du Marítimo, en 2022, est significatif : l'association qui soutenait les pratiques d'appartenance locale a perdu son espace physique, fermant un cycle de 70 ans d'enracinement.

Le 13 juin 2023, la Marcha da Bica a de nouveau remporté le premier prix des Marchas Populares de Lisbonne, une victoire attendue depuis vingt ans. Mais cette célébration eut un goût amer : le Marítimo Lisboa Clube venait d'être expulsé de son siège. La marche triomphait, mais n'avait plus de lieu dans la Bica. La marche était, elle-même, le lieu. Autrefois cœur vibrant de la vie collective, le quartier, comme tout le centre historique de Lisbonne, est aujourd'hui fracturé par les expulsions, la spéculation et la gentrification (Estevens et al., 2023). Derrière les façades rinnovées et les portes marquées « AL »³, les rues sont devenues silencieuses. Pourtant, sans toit ni local, la marche persiste comme performance de mémoire partagée. « C'est une marche faite par des gens du

³ AL (Alojamento Local) est la sigle qui signale les appartements touristiques.

quartier et pour le quartier », affirme Pedro Duarte, fils de l'ancien directeur du Marítimo. Ce soir-là, la victoire n'était pas qu'une affaire de chorégraphie : c'était un cri d'appartenance. Dans chaque pas, chaque chant, résonnait un paradoxe : le quartier n'existe plus comme avant, mais il continue de vivre dans les corps qui le portent. Comme l'a dit une marchante, les larmes aux yeux : « On peut quitter le quartier, mais le quartier ne nous quitte jamais. »⁴

L'expulsion du Marítimo représente le démantèlement d'un noyau de production d'identités, où se négociaient les mémoires, se fabriquaient les traditions et se célébrait la continuité. La Bica continue d'être représentée, continue de « monter l'avenue », mais son territoire d'origine a été érodé. Ce qui reste, c'est une représentation déconnectée de son sol, un lieu qui résiste davantage comme image que comme expérience vécue. Et pourtant, c'est dans cette image que subsiste un résidu d'appartenance : le désir de continuer à faire lieu, même sans espace.

À partir de ce panorama, on peut affirmer que faire lieu à la Bica est aujourd'hui un processus ambivalent, à la fois de résistance et de perte. La construction du lieu reste active, mais privée de nombre de ses supports matériels. Elle s'appuie désormais sur la mémoire, la performance et l'émotion - plus que sur l'ancrage territorial et les relations de voisinage. Le quartier existe comme évocation, comme scène et comme manifeste. Et c'est dans ce nouveau régime de spatialité symbolique que se reconfigure l'identité urbaine de la Bica — entre appartenances résilientes, frontières en mutation et déplacements inévitables.

Quinta da Vitória : Défaire lieu et rites de résistance en périphérie

Je suis arrivée juste à temps pour le début de la procession autour du quartier, en l'honneur de la naissance de Krishna. (...) Il y avait foule, car c'était un samedi. Les bébés étaient portés sur la tête, et les femmes ont chanté tout au long du parcours. Le quartier compte moins de maisons désormais, mais il reste le même quartier qu'avant. En ce jour, les hindous semblent dominer l'espace ; le fait qu'ils le traversent joyeusement, en chantant

⁴ Diário de Notícias, URL: <https://www.dn.pt/arquivo/diario-de-noticias/a-bica-pediu-um-cantinho-e-ganhou-o-titulo-de-campea-das-marchas-16522234.html> mis en ligne le 13.06.2023, consulté le 25.04.2025

et vêtus pour le rituel, renforce l'impression que le quartier est principalement habité par des familles indiennes.

(Extrait du journal de terrain, R. A. Cachado, 27 août 2005)

La Quinta da Vitória fut un quartier d'auto-construction, situé à la lisière entre Lisbonne et Loures, couramment qualifié de bidonville en raison de l'absence initiale d'infrastructures et de planification (figure 5). Sa composition démographique était multiple : environ 30 % de Portugais blancs d'origine rurale, installés à Lisbonne dans les années 1960 pour travailler dans l'industrie ; à partir de la fin des années 1970, le quartier s'est densifié avec l'arrivée de populations originaires des anciennes colonies africaines du Portugal — majoritairement racialisés noirs, venues de São Tomé, du Cap-Vert, de Guinée et d'Angola — représentant environ 20 % de la population ; enfin, le groupe majoritaire, soit près de 50 %, était constitué de familles sud-asiatiques hindoues, originaires du Mozambique.

Figure 5: Une perspective générale du quartier, 2003



Source: Rita Ávila Cachado

C'est auprès de cette dernière population que j'ai développé une enquête ethnographique. Le travail présenté ici repose sur une analyse situationnelle (Agier, 1999), ainsi que sur les approches de la localité proposées par A. Leeds (1994), qui permettent de

saisir les dimensions territoriale et sociale du lieu dans son articulation à l'environnement urbain.

Au début des années 2000, la population sud-asiatique était clairement majoritaire sur le territoire. Mais sa visibilité ne tenait pas tant au nombre de maisons dites « indiennes » qu'à sa présence culturelle : un temple hindou, construit en 1983 et un calendrier religieux dense en cérémonies impliquant à la fois des pratiques dans le temple et dans l'espace public.

Après le déplacement (que j'analyserai ci-après), les débris des maisons démolies ne furent pas immédiatement enlevés par la municipalité. Pendant plusieurs années, une partie de la population continua de cohabiter avec les ruines dans un paysage quasi apocalyptique, où pullulaient rongeurs et insectes. Dans ce contexte, le maintien des rituels publics témoigne d'un attachement persistant au lieu, sinon d'une résistance identitaire, du moins d'une forte résilience communautaire. Ces deux rituels comportent des dimensions festives dans l'espace public — jeux pour le Holi, musique pour le Janmastami.

Le Holi marque l'arrivée du printemps dans le calendrier lunaire. Il comprend l'allumage d'un feu autour duquel les familles effectuent des rotations rituelles, souvent avec des nourrissons, et déposent des offrandes composées notamment de diverses céréales cuits (popcorn). Ce rituel vise à renforcer la foi. Après cette cérémonie, une célébration plus ludique a lieu, où les participants se jettent des poudres colorées.

Le Janmastami (figure 6) est célébré lors de la pleine lune du mois d'août et commémore la naissance de Krishna, divinité dont l'enfance est particulièrement vénérée. À cette occasion, les familles effectuent une procession pédestre autour de leur zone d'habitation, englobant de fait les deux segments du quartier, auto-construit et relogé. Les nourrissons sont portés sur la tête dans des paniers décorés, chacun symbolisant un petit Krishna. La procession, accompagnée de musique, est ponctuée de pots suspendus remplis de pièces, que les enfants brisent à coups de bâton.

Figure 6: Un Krishna porté dans la tête, dans le cadre de la procession du Janmastami, 2005, Quinta da Vitória.



Source: Rita Ávila Cachado

Dans ces deux rituels, la visibilité de la population hindoue dans l'espace résidentiel était frappante. Dans les dernières années d'existence de la Quinta da Vitória, ces manifestations religieuses entraient en contraste direct avec les ruines et la démolition annoncée du quartier. Elles attestaient, par leur ancrage symbolique dans l'espace urbain, la force du sentiment d'appartenance exprimé à travers la religiosité (cf. Cabanel, 2005).

Territorialement, le quartier de la Quinta da Vitória était marqué par une superposition de frontières géographiques de natures diverses, dont les implications sur la vie quotidienne des habitants étaient tangibles. Le quartier s'établissait précisément sur la ligne de démarcation administrative entre les municipalités de Lisbonne et Loures. Cette position frontalière, plastique car traversée par de multiples couches (Godinho, 2020), offrait néanmoins l'avantage d'un accès facilité aux hauts-lieux de l'emploi ainsi qu'aux services de la capitale, atténuant partiellement les effets de l'exclusion sociale.

Après 2002, année du principal relogement, la frontière entre les deux municipalités - et entre deux ensembles résidentiels - devint physique : une clôture en grillage fut érigée pour délimiter l'espace. Toutefois, cette barrière devint également un lieu d'usages quotidiens et rituels. Qui transgressait cette frontière invisible ? Qui la franchissait sans hésitation ? C'était principalement la population hindoue, dont les réseaux familiaux

s'étendaient des deux côtés de la frontière, rendant cette séparation artificielle aux yeux des résidents.

La visibilité accrue de cette population dans le contexte frontalier tenait à plusieurs facteurs. D'une part, la dimension religieuse, comme évoqué avec le Janmastami — qui impliquait les deux territoires dans une procession commune, affirmant ainsi le pouvoir symbolique hindou dans le quartier. D'autre part, la présence résidentielle et commerciale de cette population des deux côtés de la frontière, avec un temple situé à la limite du quartier social, à proximité des anciennes « baraques ». De cette manière, les familles hindoues ont réagi activement aux mutations urbaines affectant leur espace d'habitation.

Dans le cas de la Quinta da Vitória, quatre moments clés marquent les transformations urbaines du territoire :

- a) La phase d'auto-construction dans les années 1980, menée par les migrants venus d'Afrique ;
- b) Les relogements progressifs entre 1998 et 2002, amorcés dès 1993 et finalisés à Loures en 2009 ;
- c) La disparition du quartier ;
- d) La construction d'un complexe commercial en 2019–2020 sur une partie de l'ancien territoire du quartier.

Chacune de ces étapes constitue une forme distincte de déplacement, marquant durablement le territoire et ses habitants. Il est essentiel de raconter cette histoire, nourrie par l'ethnographie et les documents disponibles, pour comprendre une transformation urbaine indissociable de politiques publiques structurelles, responsables de la relégation de populations — notamment racisées — vers des zones de plus en plus ségréguées (Alves, 2021). Comme mentionné, la Quinta da Vitória se situait à la jonction entre la commune de Lisbonne et celle de Loures. Le relogement de la Quinta da Vitória s'inscrit dans le cadre du Programme Spécial de Relogement (PER), légiféré en 1993, qui visait à reloger les habitants de quartiers d'auto-construction. Dès le début des années 1990, des spécialistes ont alerté sur la nécessité de concevoir des ensembles de logements sociaux intégrés dans la trame urbaine, et dotés de structures sociales et culturelles de soutien. Ces recommandations s'appuyaient sur l'expérience européenne, notamment le cas français, où

l'on constatait déjà, dans les années 1990, les conséquences néfastes de grands ensembles mal pensés (Jégouzo, 1995 ; Stébé, 1998).

Quinta da Vitória fit l'objet d'un recensement préalable à l'approbation du PER en 1993. Ce recensement détermina les foyers éligibles au relogement. Les personnes arrivées dans le quartier après cette date furent classées comme « non-PER ». À cette époque, le quartier comptait 333 foyers, soit environ 1500 résidents. Environ 60 de ces foyers furent relogés entre 1995 et 2000 dans une zone réservée au tracé d'une nouvelle voie rapide, reliant au pont Vasco da Gama, érigé à l'occasion de l'Exposition Universelle de 1998. Ces familles, déplacées à moins de 100 mètres de la Quinta da Vitória, n'ont pas vu leur quotidien profondément modifié.

En 2000, le reste des habitants attendait encore d'être relogé. Un nouveau quartier de plus de 400 logements sociaux était alors en construction. Cependant, ce quartier se situait au-delà de la frontière municipale, déjà dans Lisbonne. Étant donné que les relogements étaient gérés par les municipalités, ces logements n'étaient a priori pas destinés aux habitants de la Quinta da Vitória. Un accord intermunicipal permit toutefois le relogement partiel d'une centaine de foyers dans le quartier Alfredo Bensaúde, en 2002. Malgré cela, environ 50 % de la population ne fut pas relogée dans le cadre de ce processus.

Après ces relogements, les familles hindoues commencèrent alors à se distinguer entre elles : les « des baraques » du bidonville et les « des immeubles », reflétant deux trajectoires résidentielles. Globalement, les habitants non relogés continuèrent d'attendre un logement social, attente qui ne fut jamais pleinement satisfaite. La municipalité procéda au fil des années, jusqu'en 2013–2014, à des relogements dispersés dans d'autres quartiers sociaux, ou à l'indemnisation de ceux qui refusaient d'être déplacés vers des zones plus marginalisées, moins bien desservies, sapant ainsi leur sentiment de lieu, de chez-soi, et d'appartenance (Guérin-Pace, 2007).

Cette frontière était à la fois administrative, avec des implications invisibles mais bien réelles dans le quotidien (accès aux soins, sécurité sociale, emploi, justice), et symbolique, par l'intériorisation de cette dynamique de séparation. Tant que les maisons auto-construites subsistaient, les habitants se représentaient, et étaient représentés, comme appartenant soit aux « baraques », soit au « quartier social », entre ceux qui avaient été relogés et ceux qui étaient toujours dans l'attente.

Pour conclure, la Quinta da Vitória, illustre un processus de déconstruction du lieu. Ce quartier, né dans les années 1960 de l'exode rural et consolidé par des vagues migratoires postcoloniales, abritait une population multiethnique. En 2014, il a été entièrement démoli par les autorités municipales dans le cadre d'une politique publique de relogement à l'échelle nationale (Cachado, 2012).

Défaire lieu ici ne renvoie pas simplement à la destruction physique des maisons : c'est une déconstruction matérielle, administrative et symbolique. Le programme de relogement s'est déroulé en plusieurs phases, créant une fragmentation sociale intense. Certaines familles ont été relogées dans un quartier social adjacent (Alfredo Bensaúde), d'autres ont attendu des années, ou ont été déplacées vers des zones plus stigmatisées. Ce processus a généré une frontière socio-spatiale (Gravereau et Varlet, 2019) et invisible entre les « relogés » et les « non-relogés », entre ceux « du bidonville » et ceux « des immeubles ».

Dans ce contexte d'effacement progressif, les rites hindous organisés dans la rue ont fonctionné comme des actes de résistance symbolique de l'espace. Chaque année, les rituels du Holi (la fête du printemps) et du Janmastami (naissance de Krishna) étaient célébrés publiquement, dans les rues du quartier, avec chants, offrandes, encens et cortèges. Organisés simultanément dans les deux segments du quartier depuis 2004, le segment précaire et le segment relogé, ces rituels constituaient un pont symbolique entre les espaces : ils rompaient les frontières physiques et affirmaient une continuité communautaire malgré les politiques de fragmentation.

Ces pratiques peuvent être interprétées à la lumière du concept de pouvoir symbolique de l'espace. Le temple, déplacé avec soin lors du relogement, incarne une mémoire active qui reconfigure le lieu malgré sa disparition.

Le cas de la Quinta da Vitória montre ainsi comment des pratiques rituelles, des circulations quotidiennes et des formes de présence collective peuvent résister à l'effacement spatial, réactiver des appartenances et reconstruire un lieu là où il a été détruit. En partant d'un détail ethnographique (la vignette) pour l'ouvrir à un contexte plus large, ce texte rend compte de différentes manières d'habiter l'espace, tout en mettant en lumière les tentatives, de la part des politiques publiques et des institutions, de (dé)faire les lieux selon qu'elles prennent en compte, ou non, les habitants.

Appartenance territoriale et processus de déplacement : faire, défaire et refaire lieu au Parque das Nações

La place, entourée d'immeubles relativement hauts avec des magasins en bas, mais ouverte d'un côté, contemplait le jardin riverain, le fleuve et le Pont Vasco da Gama. Magasin de cuisines, magasin de décoration et design, Kids Club, papeterie, épicerie - le fameux Pomar da Rosa - trois cafés avec terrasse, vidéo club. [...] J'entre dans le Pomar da Rosa et jette un coup d'œil : c'est relativement grand, avec beaucoup de fruits et légumes, du pain, de la charcuterie, et c'est plein. [...] Sur la terrasse se trouvent un groupe de jeunes en conversation, une jeune famille avec un chien et un homme d'âge moyen qui lit le journal. Un enfant joue sur la sculpture au centre, le père l'observe, mais pas de très près. Un groupe de six jeunes garçons d'environ 15 ans bavarde tout en faisant du skate." (Extrait du journal de terrain, P. Pereira, 24 mars 2009)

La description de ma première observation de la place “Terreiro dos Corvos” (figure 7) au Parque das Nações révèle les contradictions qui allaient caractériser l'ensemble de mon terrain, entre 2009 et 2012. Mon approche ethnographique incluant analyse situationnelle (Agier, 1999), interviews institutionnels et biographiques et analyse de sources documentaires a permis de saisir les tensions entre logiques planificatrices et pratiques d'appropriation.

Figure 7: Terreiro dos Corvos, Parque das Nações, 2009



Source : Patrícia Pereira

Le Parque das Nações émerge de la transformation radicale d'une zone industrialo-portuaire, à l'occasion de l'Exposition Universelle de 1998. Ce territoire de 340 hectares était situé, comme la Quinta da Vitória, sur la frontière entre les municipalités de Lisbonne et Loures. Le projet Expo'98 et le nouveau quartier visaient explicitement la projection internationale de Lisbonne dans le contexte de la compétitivité interurbaine européenne (figure 8). La reconversion de cette friche industrielle répond aux impératifs de modernisation urbaine caractéristiques des politiques néolibérales, transformant les « vides urbains » en occasions pour activer des processus de valorisation et d'expulsion-échange de populations.

Figure 8 : Détail de la zone centrale du Parque das Nações, 2008



Source: Helder Capela

Jusqu'en 1993, cette zone abritait 117 entreprises employant 3130 personnes, principalement dans les secteurs pétrolier et logistique, ainsi qu'environ 1000 résidents répartis dans différents types d'habitat. Loin du « vide urbain » décrit par les promoteurs, ce territoire était porteur d'une appartenance territoriale structurée autour de sociabilités vicinales et de pratiques d'entraide. Les témoignages recueillis auprès d'anciens habitants révèlent l'existence de réseaux d'interactions et de pratiques sociales qui constituaient le tissu même de l'identité territoriale, médiatisant la relation entre espaces publics et privés dans ce quartier ouvrier (figure 9). Aurora, 79 ans, ancienne résidente, évoque par exemple l'agriculture pour consommation familiale et les festivités du Beco de Santo António : « Mon mari était le chef de tout ça [...] quand c'était la Saint-Antoine on décorait toute la ruelle » (Pereira, 2018).

Figure 9 : Deux résidents avant l'intervention urbanistique, 1992



Source : Archive de famille

Le processus de déplacement orchestré par Parque Expo S.A. entre 1993 et 1997 illustre la violence des mécanismes de gentrification par nouvelle construction (Davidson & Lees, 2005). Ce déplacement ne constitue pas un événement isolé mais s'inscrit dans un processus graduel opérant à travers de multiples mécanismes et pressions affectant la capacité des résidents à demeurer dans le lieu, des forces structurelles du développement immobilier aux cadrages discursifs qui les légitiment et aux expériences vécues des résidents (Marcuse, 1985). Pour les propriétaires et locataires privés, trois modalités étaient proposées : indemnisation directe, acquisition assistée en périphérie, ou relogement locatif pour les plus âgés. Plus problématique fut le cas des 120 familles roms relogées dans d'anciens entrepôts militaires, dans des conditions précaires qui suscitèrent plusieurs interpellations parlementaires. Ces populations, déjà marginalisées, subissent une double violence révélant les mécanismes de différenciation spatiale et sociale à l'œuvre dans les processus de déplacement contemporains.

L'effacement matériel s'accompagne d'une rhétorique systématique du « vide urbain ». Les documents officiels décrivent une périphérie abandonnée et dégradée, occupée par des « installations insalubres » (Cunha, 1996 ; PE, 2000, cit in Pereira, 2018), oblitérant l'existence des communautés résidentes. Cette stratégie discursive participe du « défaire-lieu », processus d'effacement et de transformation qui prive les habitants de leur

capacité à maintenir une continuité mémorielle. Emília, ancienne résidente, témoigne de cette impossibilité de reconnaissance : « quand j'y vais... je ne [pense] pas : 'Ah ! Ici c'était ceci ou cela' ». Contrairement à d'autres reconversions industrielles européennes intégrant des éléments patrimoniaux, seule subsiste l'ancienne tour de la raffinerie, transformée en belvédère artistique vidé de tout référent historique.

Figure 10 : La tour de la raffinerie/belvédère, 2017



Source : Helder Capela

Le nouveau territoire se construit sur une thématisation maritime systématique héritée de l'Expo'98. L'analyse des formes architecturales et des toponymes révèle une association à l'expansion maritime portugaise et à l'imaginaire océanique. Cette mise en scène s'étend aux équipements, comme le Centre Commercial Vasco da Gama où le marketing a tenté de recréer l'ambiance marine. Cette production d'un espace-marchandise participe d'une « mémoire-représentation » (Peralta, 2018) qui exalte une mythique capacité nationale tout en reléguant à l'oubli les dimensions coloniales, raciales, ouvrières et populaires du territoire. Comme l'analyse Prinzleve (2023), ce projet urbain perpétue et actualise la logique coloniale, reproduisant les exclusions coloniales par le biais de

nouveaux mécanismes néolibéraux de gentrification et de ségrégation spatiale. L'héritage impérial est transformé en marque urbaine cosmopolite où les géographies imaginaires coloniales sont réinventées comme divertissement culturel grand public, établissant une relation profondément problématique entre identité nationale et espace urbain qui relègue les populations racialisées et précarisées vers les marges métropolitaines.

Les frontières du nouveau quartier révèlent également ces mécanismes de différenciation. Les débats autour de la création de la *freguesia* (sous-division municipale) du Parque das Nações en 2012 cristallise ces tensions. Le mouvement porté par les résidents privilégiés revendique une « gestion intégrée » justifiée par l'existence d'une « communauté » aux « problèmes spécifiques ». L'inclusion des quartiers de logement public adjacents à la gare (Quinta das Laranjeiras et Casal dos Machados) dans le dessin final suscite des résistances explicites : « S'il existe une proximité géographique [...] l'affinité est minime voire nulle », écrit un membre de l'association de résidents dans une lettre aux députés de l'Assemblée de la République (cit. in Pereira, 2018). Le débat sur les frontières administratives révèle que « faire lieu » inclut des pratiques spatiales quotidiennes basiques mais aussi l'exercice plus large des droits de citoyenneté, dans le sens de l'inclusion, mais aussi de l'exclusion.

Au-delà de l'effacement matériel et mémoriel, le Parque das Nações incarne encore une forme paradigmatique d'urbanisme sélectif et excluant du point de vue résidentiel, où un quartier fonctionne comme enclave socialement filtrée. Les dynamiques d'appartenance électorale et d'appartenance sélective produisent un régime d'internalisation des normes, de différenciation vis-à-vis des quartiers populaires voisins et de mise à distance des visiteurs considérés comme des « autres », nourrissant un désir implicite de clôture et de distinction (Gato, 2014).

Toutefois, les espaces publics du Parque das Nações, aménagés par l'État et fonctionnant comme enjeu symbolique et outil de marketing immobilier, ont fait l'objet d'appropriations d'intensité croissante par les populations résidentes et non résidentes. La centralité métropolitaine du site – articulée autour de la Gare, du centre commercial, des entreprises et équipements culturels - génère une intensification des usages qui déborde l'ordre spatial conçu (Lefebvre, 1974).

Au Terreiro dos Corvos, la petite place de la zone nord du Parque das Nações décrite au début de cette section, les logiques de contrôle spatial de la gestion urbaine semblaient suspendues. La fontaine centrale, censée agrémenter l'espace, était à sec en raison d'un conflit de compétences entre Parque Expo (l'entreprise publique qui a aménagé, construit et fait la gestion urbaine du territoire jusqu'à 2012) et les copropriétés environnantes - personne ne voulait assumer les coûts de maintenance. Cette dysfonction bureaucratique se transformait en opportunité ludique : les enfants pouvaient grimper, s'asseoir, sauter sur cette structure devenue terrain de jeu improvisé. Au fil des mois, le Terreiro dos Corvos devint l'un de mes lieux d'observation privilégiés, révélant comment un espace initialement conçu selon les canons de l'urbanisme commercial contemporain pouvait être progressivement « domestiqué » par ses usagers. Cette vignette ethnographique illustre parfaitement la tension entre « espace conçu » et « espace vécu » au Parque das Nações, territoire qui exemplifie les processus de déplacement, d'effacement et de recomposition des appartenances territoriales caractéristiques des reconversions urbaines contemporaines.

Appropriations de loisir programmées comme faire du sport ou se promener en famille, mais aussi d'autres appropriations moins conventionnelles participèrent du « refaire-lieu » au Parque das Nações, révélant des dynamiques de résistance, de réinvention et de recomposition. Les exemples se multiplièrent pendant ma recherche de terrain : les personnes retraités qui transformaient quotidiennement (et peut-être transforment encore) le centre commercial en salon de sociabilité, détournant sa fonction marchande ; les dance mobs organisées via Facebook ou des événements de Cosplay utilisant la promenade centrale comme scène de performances collectives de la jeunesse métropolitaine ; la pêche sur les pontons, pratiquée par des hommes des quartiers populaires environnants, qui générait des sociabilités masculines explicitement découragées : « ça devenait plein de graisse [...] mais nous ne pouvons pas l'interdire », reconnaît Parque Expo. Ces pratiques révèlent l'ambivalence des espaces publics dans les territoires gentrifiés, montrant comment les formes à travers lesquelles les habitants urbains négocient et transgressent de différentes frontières dans leur quotidien peuvent générer de nouvelles formes d'appartenance territoriale.

La trialectique lefebvrienne de l'espace (Lefebvre, 1974) - conçu, vécu et perçu - nous permet de penser les contradictions des politiques urbaines néolibérales qui, tout en

produisant des espaces socialement inégaux privés de mémoire vernaculaire et perpétuant des logiques coloniales, génèrent paradoxalement les conditions de leur propre contestation à travers l'intensification des usages et la multiplication des appropriations non programmées.

Conclusion – Faire, défaire, résister : les quartiers comme scènes du conflit urbain

L'ethnographie urbaine, à l'échelle du quartier, constitue une clé heuristique pour comprendre les tensions de la ville postcoloniale, néolibérale et patrimonialisée. À la lumière des concepts d'appartenance, frontière et déplacement, l'analyse croisée de ces trois quartiers lisboètes, très différents dans leurs histoires, leurs populations et leurs morphologies, révèle des formes plurielles, parfois contradictoires, de production du lieu dans la ville contemporaine. Le lieu constitue, selon P. Nora (1997), une forme de signifier, de raconter et de représenter l'espace, en soulignant le rapport entre les entités matérielles ou idéelles et les symboles de mémoire collective traversée par l'action du temps. Cette conception du lieu comme construction sociale et symbolique trouve un écho particulier dans l'analyse urbaine contemporaine, où les quartiers se révèlent être des condensés de mémoires, de pratiques et de représentations collectives.

C'est précisément dans des lieux, ainsi définis, que s'ancrent les processus de territorialisation et de déterritorialisation par lesquels la ville se fait, se défait et se refait continuellement. H. Lefebvre (1974) discute comment les lieux urbains émergent de la tension entre les logiques planificatrices et les appropriations ordinaires. Dans cette perspective, les quartiers ne sont jamais des entités fixes mais des configurations territorialisées en perpétuelle recomposition, où se négocient les appartenances, se tracent les frontières et s'expérimentent les déplacements qui caractérisent l'urbain contemporain (Authier et al., 2007).

Notre modèle d'analyse partagé permet de saisir la dimension processuelle et conflictuelle de la production urbaine, en articulant les échelles macro des politiques urbaines, méso des dynamiques de quartier et micro des pratiques habitantes, tout en restant attentive aux temporalités multiples qui caractérisent ces transformations territoriales.

Ces trois configurations montrent comment appartenance, frontières et déplacement se combinent différemment selon les trajectoires urbaines, révélant la complexité des processus par lesquels les lieux se construisent, se défont et se recomposent.

À la Bica, l'appartenance fut façonnée au fil de l'histoire, ancrée dans les sociabilités quotidiennes, la participation associative et les rituels festifs, constituant un enracinement vécu et partagé. Les frontières du quartier, à la fois topographiques et symboliques, organisaient cette cohésion tout en restant élastiques, redessinées selon les interactions locales et les pressions extérieures. Aujourd'hui, la pression touristique et la gentrification transforment ces équilibres : elles fragilisent les appartenances historiques et produisent de nouvelles lignes de séparation, faisant du déplacement un processus diffus qui défait progressivement le lieu matériel tout en maintenant, par la performance des marches, une forme de lieu symbolique.

À la Quinta da Vitória, l'appartenance s'exprimait par les pratiques rituelles hindoues et par les circulations quotidiennes qui reliaient les segments du quartier, même lorsque celui-ci entrait dans un processus de démolition. Les frontières y furent fortement produites par les dispositifs administratifs associés au relogement, créant des distinctions entre « relogés » et « non-relogés », tandis que le déplacement s'est traduit par l'effacement physique du quartier et la dispersion forcée de ses habitants, défaisant le lieu tout en laissant persister une mémoire active.

Au Parque das Nações, espace marqué par le déplacement des activités et populations ouvrières résidentes et l'effacement du lieu et ses mémoires, l'appartenance se (re)compose et les frontières sont revendiquées dans un processus d'affirmation d'identité du nouveau quartier de classe moyenne face aux ensembles populaires voisins. Les pratiques quotidiennes de résidents et non résidents, marquées par l'usage intensif des espaces publics, participent également à refaire le lieu.

Bibliographie

1. Agier M., 1999, *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris : Éditions des archives contemporaines.
2. Alves A. R., 2021, *Quando ninguém podia ficar. Racismo, Habitação e Território*, Lisboa: Tigre de Papel.

3. Antonsich M., 2010, Searching for Belonging – An Analytical Framework, *Geography Compass*, Vol. 4, n°6, pp. 644-659.
4. Authier J.-Y., Fijalkow Y. et Philifert P., 2007, Introduction, in J.-Y. Authier M.-H. Bacqué et F. Guérin-Pace (dir.), *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : La Découverte.
5. Balibar É., 2004, *We, the People of Europe? Reflections on Transnational Citizenship*, Princeton : Princeton University Press.
6. Cabanel P., 2005, Les catholiques dans la rue : l'Église et le contrôle de la voie publique en France (XIXe-XXe siècle), in J. Brody (dir.), *La Rue*, Toulouse : Presses Universitaires du Mirail, pp. 63-80.
7. Cachado R. A., 2012, *Uma etnografia na cidade alargada: Hindus da Quinta da Vitória em processo de realojamento*, Lisboa: Fundação Calouste Gulbenkian.
8. Cordeiro G. I., 1997, *Um lugar na cidade: quotidiano, memória e representação no Bairro da Bica*, Lisboa: Dom Quixote.
9. Cordeiro G. I. et Costa, A. F., 1999, Bairros: contexto e intersecção, in G. Velho (dir.), *Antropologia urbana: cultura e sociedade no Brasil e em Portugal*, Rio de Janeiro: Jorge Zahar Editor, pp. 58-79.
10. Davidson M. et Lees L., 2005, New-build 'gentrification' and London's riverside renaissance, *Environment and Planning A*, Vol. 37, n°7, pp. 1165-1190.
11. Estevens A., Cocola-Gant A., López-Gay A. et Pavel F., 2023, The role of the state in the touristification of Lisbon, *Cities*, Vol. 137, 104275.
12. Gato M.-A., 2014, Living in a(n) (un)Gated Community: Neighbourhood Belonging in Lisbon's Parque das Nações, in P. Watt et P. Smets (dir.), *Mobilities and Neighbourhood Belonging in Cities and Suburbs*, Londres : Palgrave Macmillan, pp. 60-79.
13. Godinho P., 2020, Fronteira e cultura de Orla: Grupos sociais e mudança social na fronteira entre Chaves e Verín, *O Pelourinho: Boletín de Relaciones transfronterizas*, Vol. 24, n°2, pp. 235-259.

14. Gravereau S. et Varlet C., 2019, *Sociologie des Espaces*, Paris : Armand Colin.
15. Guérin-Pace, F. (2007). 12. Le quartier entre appartenance et attachement : une échelle identitaire ? Dans J. Authier, M. Bacqué et F. Guérin-Pace *Le quartier* (p. 151-162). Paris : La Découverte.
16. Jegouzo Y. (dir.), 1995, *L'émergence d'une mission de service public local de l'habitat. L'habitat social, evolution de la mission de service public dans le secteur HLM et les politiques nationales et locales*, Paris : Federation Nationale des offices d'HLM. Association Française du Droit de l'Urbanisme.
17. Leeds A., 1994, The anthropology of cities: some methodological issues, in R. Sanjek, *Cities, classes and the social order*, Ithaca: Cornell University Press, pp. 233-246.
18. Lefebvre H., 1968, *Le Droit à la ville*, Paris : Anthropos.
19. Lefebvre H., 1974, *La production de l'espace*, Paris : Anthropos.
20. Marcuse P., 1985, Gentrification, abandonment, and displacement: connections, causes, and policy responses in New York City, *Washington University Journal of Urban and Contemporary Law*, Vol. 28, pp. 195-240.
21. Martínez M.-A. (dir.), 2024, *Research Handbook on Urban Sociology*, Cheltenham: Edward Elgar Publishing.
22. Massey D., 2005, *For Space*, London: Sage.
23. Mezzadra S. et Neilson B., 2013, *Border as Method, or, the Multiplication of Labor*, Durham: Duke University Press.
24. Montoya Uriarte U., 2019, *Entra em beco, sai em beco – formas de habitar o centro: Salvador e Lisboa*, Salvador: EDUFBA.
25. Nora P. (dir.), 1997, *Les lieux de mémoire, II*, Paris : Gallimard.
26. Peralta E., 2018, Lisboa e a Memória do Império Património, Museus e Espaço Público, *Buala*, mis en ligne le 04/06/2025, URL : <http://www.buala.org/pt/cidade/lisboa-e-a-memoria-do-imperio-patrimonio-museus-e-espaco-publico>

27. Pereira P., 2018, *O Parque das Nações em Lisboa: uma montra da metrópole à beira-Tejo*, Lisboa: Mundos Sociais.
28. Prinzleve J., 2023, *A decolonial turn in public memory? Hamburg and Lisbon compared* (Thèse de Doctorat), Lisbonne : Université de Lisbonne.
29. Slater T., 2009, Missing Marcuse: On gentrification and displacement, *City*, Vol. 13, n°2-3, pp. 292-311.
30. Soederberg S., 2020, *Urban Displacements: Governing Surplus and Survival in Global Capitalism*, Londres: Routledge.
31. Stébé J.-M., 1998, *Le logement social en France (1789 à nos jours)*, Paris : PUF.
32. Yuval-Davis N., 2006, Belonging and the politics of belonging, *Patterns of Prejudice*, Vol. 40, n°3, pp. 197-214.